

# Contexte

## Croissance en hausse, incertitudes aussi

En 2017, la croissance économique mondiale a été dynamique malgré des tensions géopolitiques et commerciales. Cette réalité contrastée a aussi été ressentie au Canada et au Québec et a teinté les interventions de la Société dans ce qui fut un exercice de forte activité.

### Économie mondiale

La croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial a atteint 3,8 % en 2017<sup>7</sup>, comparativement à 3,1 % en 2016. Cette accélération de l'activité économique a été généralisée; 120 pays représentant les trois quarts du PIB mondial ont enregistré une croissance positive. Parmi les éléments contributifs à cette performance figurent une augmentation des investissements dans les économies développées et une reprise de la production manufacturière en Asie.

Aux États-Unis, la croissance a été de 2,3 % contre 1,5 % l'année précédente. L'économie américaine est en quasi-plein emploi avec un taux de chômage de 4,4 %, en baisse d'un demi-point par rapport à 2016. En Europe, le PIB de la zone euro a progressé de 2,3 % (1,7 % en 2016). La Chine et l'Inde ont maintenu une croissance supérieure à 6,5 %, tandis que le PIB de l'Arabie saoudite s'est contracté de 0,7 %.

Les pronostics pour 2018 sont favorables avec une croissance anticipée de 3,8 % à l'échelle mondiale, malgré des incertitudes. La renégociation de l'ALENA et la négociation du Brexit représentent, de part et d'autre de l'Atlantique, des tractations à surveiller. Sur le plan politique, l'instabilité qui a affecté l'Espagne en 2017 s'est déplacée en Italie au premier trimestre de 2018 avec l'élection d'une coalition eurosceptique fragile. Et alors que la guerre en Syrie demeure à l'avant-plan des tensions qui affectent le Moyen-Orient, les Jeux olympiques de Pyeongchang ont coïncidé avec des gestes de détente relativement à la Corée du Nord.

### Le Canada

Le Canada a connu une croissance vigoureuse de 3,0 % en 2017. C'est plus du double de la croissance enregistrée en 2016 (1,4 %) et cela constitue le meilleur résultat des pays du G7. Cette performance est attribuable à une progression tous azimuts des dépenses des ménages, des exportations et des investissements. Pour la première fois depuis 2015, les investissements des entreprises en construction non résidentielle ont été à la hausse (0,3 %). La création d'emploi a été dynamique et le taux de chômage a été de 6,3 %, contre 7,0 % en 2016.

Les prévisions pour 2018 laissent entrevoir une croissance de 2,1 %. Des pressions inflationnistes et une hausse des taux d'intérêt pourraient contribuer à freiner la croissance. Le Canada devrait par ailleurs continuer de bénéficier de la vigueur de l'économie américaine, malgré l'inclination protectionniste de la Maison-Blanche et une réforme fiscale d'envergure qui a entraîné une baisse significative de l'impôt des sociétés américaines.

### Le Québec

Le Québec a été une force de l'économie canadienne en 2017. La croissance du PIB québécois a été de 3,1 %, en forte accélération par rapport à 2016 (1,4 %). Le taux de chômage en baisse d'un point de pourcentage s'est situé à 6,1 %, sous la moyenne canadienne. L'emploi a été à la hausse dans tous les secteurs de l'économie, incluant le secteur manufacturier où la progression des embauches a été limitée par la rareté de la main-d'œuvre et des projets d'automatisation en nombre croissant.

<sup>7</sup> Les statistiques dans cette section proviennent du Fonds monétaire international, de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et de Statistique Canada.

Les exportations ont contribué à gonfler les voiles du Québec. L'augmentation de la valeur des expéditions a été de 5,5 % vers les États-Unis, de 7,4 % vers l'Europe et de 4,4 % vers l'Asie. Le Québec poursuit la diversification de ses partenariats commerciaux, bien que les États-Unis demeurent loin devant les autres marchés d'exportation, 71 % des exportations internationales du Québec trouvant preneur au sud de la frontière. Dans ce contexte, l'annonce soudaine de tarifs douaniers sur les importations américaines d'aluminium et d'acier au premier trimestre de 2018 a suscité de l'inquiétude, comme les autres manifestations de protectionnisme de l'administration Trump.

La confiance est néanmoins forte parmi les entreprises québécoises, comme le reflète une hausse significative de l'investissement privé. On note d'abord une impressionnante hausse de 9,1 % de l'investissement en machines et matériel, tandis que la progression de l'investissement a été de 7,8 % dans le secteur de la construction résidentielle et de 2,4 % dans celui de la construction non résidentielle. Le secteur minier a lui aussi été très dynamique avec une poussée de l'investissement de 7,5 % par rapport à 2016.


## Partenaire des entrepreneurs et du gouvernement

En 2017, Investissement Québec a obtenu des résultats positifs en fournissant, à même ses fonds propres, un ensemble de solutions d'affaires à des entreprises désireuses de grandir au Québec. Investissement Québec offre ses solutions à des conditions normales de rentabilité, en complémentarité avec ses partenaires financiers, en cherchant un renforcement stratégique de l'économie québécoise; ses priorités visent ainsi un maintien de la propriété québécoise des entreprises, une stimulation de l'innovation, un soutien aux régions, un accroissement des exportations et un appui à l'économie sociale.

Investissement Québec agit également comme gestionnaire de mandats et programmes gouvernementaux. À ce titre, la Société a été impliquée dans la mise en œuvre de plusieurs priorités gouvernementales.

Investissement Québec s'est notamment vu confier l'administration du nouveau Programme d'appui à la reprise collective d'entreprises. Il a pour but de permettre aux coopératives de jouer un rôle plus actif dans le défi de la relève en entreprise au Québec, alors que beaucoup de fondateurs de PME se préparent à la retraite. Investissement Québec a aussi contribué à la mise en place d'une initiative gouvernementale afin d'aider les entreprises du secteur forestier à faire face à l'imposition de droits compensateurs par le Département du commerce américain dans le cadre du programme ESSOR.

Enfin, la Société participe à la réalisation des objectifs visés par plusieurs politiques économiques, dont la Stratégie numérique, la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022, la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022, la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027, et le Plan d'action 2017-2020 de la Politique énergétique 2030.



Investissement Québec vise un maintien de la propriété québécoise des entreprises, une stimulation de l'innovation, un soutien aux régions, un accroissement des exportations et un appui à l'économie sociale.